

# Nucléaire : « Le Parlement doit mettre l'exécutif sous coupe réglée »

ENTRETIEN. La politique énergétique du gouvernement doit être étroitement contrôlée, prévient Yves Bréchet, pour éviter de nouvelles errances.

*Par Géraldine Woessner*

*Publié le 24/04/2023 à 10:36*

**S**on audition, en décembre, a sidéré les membres de la commission d'enquête parlementaire sur les raisons de la perte de souveraineté énergétique de la France... Haut-commissaire à l'énergie atomique de 2012 à 2018, Yves Bréchet a sans relâche, pendant six ans, alerté l'exécutif sur le mur énergétique qui se profilait à l'horizon, empilant les rapports et les notes techniques qui sont allées « caler des armoires ». En vain. En six ans de mandat (il refusera de rempiler en 2018), il a été reçu une seule fois par un président – à l'époque François Hollande, jamais par Emmanuel Macron.

Aujourd'hui, le polytechnicien, membre de l'Académie des sciences, directeur scientifique de Saint-Gobain et président du conseil scientifique de Framatome, a retrouvé un peu d'espoir, et sa liberté de parole. Alors que « l'État stratège », capable d'une vision sur trente ans, semble faire son grand retour, il avertit : « Les gens qui ont eu intérêt à ce que la prise de conscience n'ait pas lieu pendant une trentaine d'années n'ont pas démissionné, ils sont toujours en poste. » Pour l'ingénieur, les propositions formulées par la « remarquable » commission d'enquête doivent être mises en œuvre sans tarder, et la politique du gouvernement en matière énergétique « étroitement encadrée » par les parlementaires. Entretien.

**Le Point** : Les députés ont passé six mois à ausculter l'un des plus grands fiascos de politique publique, qui a conduit la France au bord du black-out. En tant qu'ancien haut-commissaire à l'énergie atomique, avez-vous appris des choses ?

**Yves Bréchet** : J'ai vu la confirmation de dysfonctionnements que j'avais constatés, ou que je subodorais. Le travail parlementaire a permis d'exposer tous les tenants et aboutissants de décisions politiques qui n'avaient en réalité ni queue ni tête, les petits arrangements entre amis, une forme de démission de nos élites face à des engagements européens qui n'avaient pas lieu d'être... La grande nouveauté, c'est que toutes ces choses ont été dites, et qu'elles l'ont été très explicitement.

À LIRE AUSSI

### **Nucléaire : les propositions chocs de la commission d'enquête**

À l'époque, je comprenais bien que l'Arenh était une aberration, que la réduction de la part du nucléaire à 50 % de notre mix semblait complètement exotique, que la décision d'arrêter le programme de surgénération Astrid était une absurdité... J'ai vécu le « nucléaire honteux » de façon continue, constaté que les décisions n'étaient jamais prises, que l'information n'était pas transmise par les conseillers... Tout cela était patent. Mais je ne pensais pas que ce que j'avais vécu deviendrait un jour à ce point évident pour la totalité des citoyens, dans le cadre de cette commission d'enquête. Nous avons maintenant la preuve que nous avons fait littéralement n'importe quoi pendant trente ans. C'est vertigineux.

### **Expliciter ces errances, est-ce une garantie suffisante pour ne pas les reproduire ?**

C'est une base indispensable pour réformer ce qui doit l'être. Le travail parlementaire a permis de mettre au jour des problèmes structuraux, et des problèmes de personnes. Je pense, pour celles-là, que la honte qu'elles auront devant l'histoire les punira assez largement. On a vu qui avaient un peu de tripes, et les gens qui n'en avaient pas. On a vu qui s'était aveuglé au point de justifier, trente ans après, des décisions absurdes comme l'arrêt de Superphénix. De nombreux politiques ne sont pas sortis grandis de cet exercice, à l'opposé du travail du Parlement, qui a rendu un rapport qui fait son honneur. On a vu une démocratie parlementaire qui fonctionnait bien.

---

« Il est indispensable que le Parlement assure un suivi des recommandations qui auront été formulées par la commission d'enquête. »

J'ai souvent pensé à cette phrase d'Alain en regardant les auditions : « Tout pouvoir est méchant dès lors qu'on le laisse faire, il est sage dès qu'il se sent jugé »... Le fait que tous les gouvernements successifs se soient assis sur l'ensemble des avis d'experts prouve simplement qu'ils sont bêtes. Mais ils ne pourront pas s'asseoir sur un avis de la représentation nationale. Les citoyens ont vu, et désormais, ils savent. On ne pourra plus faire comme si ce travail n'avait pas eu lieu.

**Les députés, qui ont remis leur rapport à la ministre de la Transition énergétique, formulent une trentaine de propositions. Lesquelles, selon vous, pourraient rapidement être mises en œuvre ?**

Les auditions ont révélé la propension des structures gouvernementales à enterrer les avis qui lui étaient remis. Il est donc indispensable que le Parlement assure un suivi des recommandations qui auront été formulées par la commission d'enquête. C'est essentiel, et cela figure d'ailleurs dans ses prérogatives constitutionnelles. Certaines recommandations relèvent de la prise de conscience, comme la nécessité « d'assumer un besoin croissant d'électricité ». Il est temps ! Voilà dix ans que nous entendons n'importe quoi sur le sujet, et que les décideurs se racontent des fables en se basant sur des diagrammes de l'Ademe, où la consommation d'électricité décroît. Mais il va falloir électrifier les transports, le bâtiment, notre industrie... Cette folie d'imaginer une décroissance de la consommation d'électricité doit cesser et le réel reprendre pied.

À LIRE AUSSI

**[Ce rapport secret qui prédisait « la disparition » du nucléaire civil](#)**

Sur la forme ensuite, il me semble important d'arrêter de brasser du vent avec des lois de programmation pluriannuelles, qui nous entraînent à nous perdre dans d'interminables débats de court terme, sur des initiatives « inaugurables » alors qu'on a besoin d'une réflexion sur trente ans. C'est ce que les députés proposent : la future loi de programmation énergie-climat, attendue au plus tard à l'automne, doit porter sur cet horizon, et fixer à trente ans des objectifs climatiques, énergétiques et industriels.

Une troisième recommandation relève aussi de l'état d'esprit : la nécessité de renforcer la consultation du Parlement via l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST). Cette instance doit être renforcée, et gréée d'un conseil scientifique ad hoc qui fasse sérieusement le boulot, et aide les députés à suivre l'application des propositions du rapport, avec la publication d'un avis annuel. C'est indispensable pour l'efficacité, et pour la dignité du Parlement. Le travail fait relève de la fonction parlementaire la plus fondamentale, il doit être respecté comme tel.

**La commission d'enquête est très dure avec les instances indépendantes censées conseiller le gouvernement, comme le gestionnaire de réseaux RTE, l'Ademe, la Commission de régulation de l'énergie (CRE)... Certains de leurs avis étaient scientifiquement infondés. Comment réparer cette dérive ?**

Les gens nommés à la tête de l'Ademe, de la CRE ou de RTE le sont pour des raisons politiques. J'ai écouté l'audition d'Emmanuelle Wargon, lorsqu'elle a récemment pris la direction de la CRE : peu de questions techniques lui ont été posées, et lorsqu'elles l'ont été, ses réponses relevaient davantage de la pirouette politicienne que de l'analyse de fond. Il est

pleinement légitime que le politique nomme les dirigeants de ces instances, et il n'est pas question de remettre cette légitimité en cause. Mais pour qu'elles puissent faire sérieusement leur travail, les compétences techniques doivent être un prérequis pour pouvoir postuler. Car ce sont des postes cruciaux, qui nécessitent une analyse technique des dossiers, ou au moins leur compréhension.

---

« On ne peut pas avoir d'industrie sans une énergie stable, disponible, et relativement peu chère. »

**Le rapport recommande que la Direction générale de l'énergie et du climat, placée aujourd'hui sous la tutelle du ministère de l'Écologie, retourne à l'Industrie. Vous l'avez vous-même souvent conseillé...**

Elle n'aurait jamais dû en sortir ! L'Énergie, c'est le sang de notre système industriel. On ne peut pas avoir d'industrie sans une énergie stable, disponible, et relativement peu chère. Et sans souveraineté énergétique, nous n'aurons jamais de souveraineté industrielle. Détacher la Direction générale de l'énergie et du climat du ministère de l'Industrie relevait de l'aberration mentale, il est urgent qu'elle y retourne.

**Depuis le discours de Belfort en février 2022, le gouvernement a changé radicalement de stratégie, comme de trajectoire. Emmanuel Macron a convoqué un Conseil de politique nucléaire, pour la première fois depuis son élection – lui qui ne vous avait jamais reçu. En êtes-vous soulagé ?**

Ce qui m'intéresse, c'est comment on sort de cette situation. Réunir le Conseil de politique nucléaire, c'est une première étape. Renommer un haut-commissaire à l'énergie atomique, qui soit un scientifique véritablement indépendant, avec les moyens de faire son boulot, serait un deuxième signe. Actuellement, le poste est vacant depuis trois mois.

**Mais un délégué interministériel au nouveau nucléaire, l'ancien DG de l'armement Joël Barre, a été nommé.**

Et c'est une excellente nouvelle. Joël Barre, comme son bras droit Vincent Le Biez [un ancien de l'Agence des participations de l'État, NDLR], sont de grands ingénieurs et de grands serviteurs de l'État. Nous verrons comment leurs recommandations, dont je suis à peu près certain qu'elles seront bonnes, seront suivies et mises en œuvre au niveau politique. Car il serait dangereux de se montrer naïf : les gens qui ont eu intérêt à ce que la prise de conscience n'ait pas lieu pendant une trentaine d'années n'ont pas démissionné, la plupart sont toujours en poste, et ils ont témoigné devant la commission d'enquête. C'était d'ailleurs terrible.

À 62 ans, j'ai compris qu'on pouvait, sans honte ni sanction, mentir sous serment devant une commission de l'Assemblée nationale. J'ai entendu qu'on avait fermé Fessenheim parce qu'on n'avait plus le combustible « très spécial » – c'est faux ! Le combustible était sur site, il a été envoyé à Bugey qui l'utilise, et continue à fonctionner aujourd'hui. J'ai aussi entendu que rien n'avait été fait sur le combustible nécessaire à la quatrième génération de réacteurs – c'est faux ! Le CEA a conduit quarante ans de recherche sur le sujet. Ces idées-là n'ont pas disparu, elles ressurgiront, comme ressurgiront tous les faux arguments permettant de justifier les âneries accumulées pendant trente ans.

C'est pourquoi le Parlement doit jouer son rôle aujourd'hui, et mettre le gouvernement sous coupe réglée, en exerçant sa mission de contrôle. Si nous avons réussi à passer l'hiver, ce n'est pas grâce à des efforts (qui étaient nécessaires) de sobriété, mais parce que l'hiver est devenu plus doux au moment où tout risquait de se casser la figure. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être dépendants d'un coup de chance météorologique !

**On a le sentiment que le réel a de plus en plus de mal à s'imposer dans le débat public... Si on a pu vendre de telles fadaïses à la population, n'est-ce pas aussi qu'elle était peu armée pour y résister ?**

Cette commission a ramené le réel au cœur du problème, et c'est pour cela qu'elle a fait autant de bruit, et a été autant suivie par la population. Les citoyens ont compris que le réel était là, et qu'il fallait le regarder en face. Je constate également que, au cours de la dernière décennie, peu de journalistes ont prévenu la population qu'on était en train de les enfumer. Certains quotidiens fameux ont accumulé les contre-vérités avec une certaine constance. Chacun doit désormais se regarder dans la glace. Mais je suis d'un naturel optimiste.

---

« Ce n'est pas la technique qui commandera qu'on généralise le covoiturage ou qu'on baisse la température de chauffage, c'est la prise de conscience du citoyen. »

Quand un pays (sauf à imaginer de fumeuses théories complotistes) comprend que certaines choses ne vont pas, ses forces se mobilisent pour redresser la barre. C'est vrai pour les citoyens, comme pour les politiques. Cela doit aussi être vrai pour les journalistes, qui ont un devoir d'information vis-à-vis du public, et pas un devoir de manipulation au service d'officines doctrinaires. Cette prise de conscience relève de ce que j'appelle l'esprit citoyen.

**Est-ce qu'il est encore temps ? Le cap des années 2030 sera difficile à passer...**

Bien sûr, mais il faut s'y mettre tout de suite. On a procrastiné trop longtemps. Un rapport (le rapport d'Escatha, NDLR) remis en 2018 disait très exactement ce qu'on s'est enfin décidé à dire en 2022. Les gens qui ont perdu quatre ans doivent avoir du mal à se regarder

dans la glace, et ce n'est certainement pas à eux que nous devons faire confiance pour reconstruire le parc. Comme ils sont toujours aux manettes, il faut les mettre sous surveillance, et le Parlement a pleine légitimité à le faire.

## **La relance du nucléaire n'est pas l'alpha et l'oméga d'une politique énergétique. Faut-il aller plus vite sur les renouvelables, les autres sources d'énergies propres... ?**

C'est une évidence. Nous nous sommes pendant des années focalisés sur l'électricité, car au lieu de chercher à lutter contre le réchauffement climatique, nous avons lutté contre le nucléaire. Les députés ont très justement identifié ce problème : les énergies liées à la production de chaleur n'ont pas été pensées. La biomasse, la géothermie, le biogaz ... Il n'existe pas de solution miracle, mais certaines technologies peuvent être adaptées, à tel ou tel endroit. Nous devons nous doter d'une analyse technique des solutions possibles, et l'appliquer à une grille de lecture liée à la fois à la souveraineté industrielle et à la lutte contre le réchauffement climatique. Si l'on avait appliqué cette méthode (celle qu'appliquait d'ailleurs le président Obama), on n'aurait pas passé vingt ans à « décarboner » une électricité qui l'était déjà.

### **Ce discours va passer pour celui d'un techno-solutionniste...**

Je suis loin de penser que la technique serait le remède à tout. L'ampleur du défi à relever conduira nécessairement à des évolutions profondes dans la société. Mais je sais que si l'on ne mobilise pas la technique pour des problèmes aussi sérieux, nous n'aurons de remède à rien. Je le dis aux ingénieurs : vous avez une formation, des connaissances, une expérience, que vous avez le devoir d'utiliser pour votre pays, afin de l'aider à résoudre des problèmes vitaux. La technique ne suffira pas – il ne fait guère de doute que nous devons modifier un certain nombre de nos modes de vie.

Ce n'est pas la technique qui commandera qu'on généralise le covoiturage ou qu'on baisse la température de chauffage, c'est la prise de conscience du citoyen. La technique est un outil possible, qu'on n'a pas le droit de négliger, pour mieux isoler les bâtiments, pour électrifier les usages, pour décarboner les procédés industriels. Avoir imaginé que l'industrie était seulement la cause du problème est un non-sens – elle est aussi l'une des solutions possibles. Avoir imaginé que la technique était uniquement responsable du réchauffement climatique, sans voir que c'est un outil majeur pour le combattre, est irresponsable. On peut être technophile sans être technolâtre.

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

### **LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE**

- **Nucléaire : les propositions chocs de la commission d'enquête**
- **Ce rapport secret qui prédisait « la disparition » du nucléaire civil**
- **100 000 recrutements en 10 ans : l'immense défi de la filière nucléaire**